

VENEZUELA - L'union de l'Amérique latine, conquête de la liberté

Pierre-Charles Marais

lundi 26 avril 2010, mis en ligne par colaborador@s-extern@s

Lundi 19 avril, le Venezuela fêtait le bicentenaire de la déclaration d'indépendance impulsée par Simon Bolivar le 19 avril 1810.

200 ans de construction qui portent une symbolique forte : le thème de « l'indépendance » et de la souveraineté sont toujours d'actualité, mis en danger tant par nos faiblesses internes pour construire une société démocratique capable de se forger une vraie liberté, que par les pressions nationales et internationales qui ne trouvent pas leur intérêt dans cette émancipation.

En 200 ans « d'indépendance », le Venezuela est loin d'avoir construit une réalité idyllique : dictatures, gouvernements fantoches... non seulement l'oligarchie locale a conservé sa mainmise sur les richesses nationales, mais en plus elle a fait du pays une arrière-cour des États-Unis. Certains disent qu'en 1810, le colon a cessé d'être espagnol pour devenir nord-américain.

C'est la raison pour laquelle cet anniversaire est enthousiasmant : le processus révolutionnaire fixe des objectifs qui visent à développer la souveraineté du pays, c'est-à-dire son indépendance (économique, notamment) et invite l'ensemble des citoyens à travailler dans l'objectif du développement humain. Généralisation de l'accès aux services de base (santé, éducation...), participation protagonique au système politique, démocratisation des médias, mise en place de nouvelles logiques de production... La nouvelle répartition des richesses finance un développement de la conscience collective pour un projet de société plus libre.

Il me paraît sain de considérer sa liberté non pas comme un fait acquis, mais comme un enjeu à construire en permanence. Celui que se croit libre ne voit pas les barreaux qui l'entourent. Mais comment mettre en perspective cette aspiration ?

Le même jour, les 9 présidents des pays membres de l'ALBA se réunissaient pour leur 9ème sommet. Neuf pays qui s'unissent autour de projets sociaux et économiques pour mettre en œuvre une nouvelle géopolitique du continent, clairement engagée contre la logique capitaliste. Il s'agit d'une alliance de collaboration dont les effets sont très positifs pour les peuples sud-américains, les échanges de compétences et de ressources permettant la réalisation d'un grand nombre de projets d'intérêts collectifs. L'exemple le plus connu est l'échange Venezuela-Cuba, raffineries de pétrole contre services médicaux. La Bolivie, Équateur, le Nicaragua, la république Dominicaine, Antigua & Barbuda et Saint Vincent & Grenadines sont les 6 autres membres à l'heure actuelle. Cette union s'articule autour du consensus sur le projet bolivarien (le B d'Alba) dont l'objectif premier est l'union de l'Amérique latine.

L'Unasur est une union plus économique à laquelle participent tous les pays du sous-continent ; c'est donc le terrain de coopération avec l'Argentine, le Chili et l'Uruguay, partenaires privilégiés du Venezuela.

À l'heure de l'union des gouvernements de gauche, la Colombie navigue à contre courant. La campagne pour les élections présidentielles du 30 Mai est d'ailleurs source d'importantes tensions : 3 des candidats, y compris l'actuel Ministre de la Défense du gouvernement Uribe, affirment qu'ils jugent approprié le bombardement contre Équateur qui avait entraîné la mort du guérillero Raúl Reyes en 2008, et qu'ils

seraient prêts à engager dans le futur une action similaire si elle permettait de lutter contre le terrorisme. De telles déclarations mettent le feu à la poudrière ; il est normal que Équateur, le Venezuela et le Brésil, pays frontaliers, ne puissent accepter l'éventualité d'une attaque de leur territoire. La Colombie regarde plutôt du côté des États-Unis qui financent son armée et sont en train d'y construire 7 nouvelles bases militaires.

Le Honduras faisait partie de l'ALBA, mais le coup d'état contre le président Zelaya en a entraîné la sortie. Hier, on pouvait lire dans la presse que 3000 familles de paysans de la province de Bajo Aguán sont en train de subir la répression de 4000 militaires menaçant de les expulser de leurs terres. Il semble que la politique du nouveau président Lobo soit de revenir sur la réforme agraire et de transférer ces terres à un grand projet de production intensive d'huile de palme (c'est à dire de rétablir les grands propriétaires terriens). Dans le même temps, aujourd'hui même, un journaliste a été assassiné. C'est le 6ème depuis le coup d'état contre Zelaya. La presse internationale ferme les yeux, tout comme elle a superbement ignoré la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique. La liberté des pays « développés » ?

Pierre-Charles Marais est architecte.

<http://venezuela-2006.overblog.com>

pc.marais[AT]gmail.com